



Caravane sous-régionale des jeunes contre les accords de partenariat économique (APE) vers le Sommet de l'Union Africaine

*Accra, 25 juin au 04 juillet 2007
Ghana*

Rapport d'activités



Rapport préparé par : **Jean Marc FEUSSOM K.**

PEACE / Action Solidaire

(Coalition Africaine des Jeunes contre les Accords de partenariat Economique)

Nous tenons à remercier très sincèrement Dominique JENKINS et Oumou DIALLO d'Oxfam America qui ont cru malgré les difficultés à cette Caravane.

Cette réussite est d'abord la votre

Jeunesse reconnaissante

Informations Générales

Organisation :

Coalition des Jeunes Africains contre les
Accords de Partenariat Economique

S/c PEACE / Action Solidaire
(Plateforme des Etudiants Africains pour un
Commerce Equitable)

Titre de la subvention :

PS-SEN 016/07 - Caravane sous-régionale
des jeunes contre les Accords de Partenariat
Economique (APE) vers le Sommet de l'Union
Africaine

Date :

Du 25 juin au 04 juillet 2007

Rapport préparé par :

Jean Marc FEUSSOM K.
PEACE / Action Solidaire
(Coalition Africaine des Jeunes contre les Accords
de partenariat Economique)
PEACE / Action Solidaire
peacesenegal@yahoo.fr

Contexte et justification de la caravane

Depuis 2002, l'Union européenne (UE) et les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) négocient des Accords de Partenariat Economique (APE) dans le cadre de l'Accord de Cotonou. Ces APE visent à conclure de «nouveaux accords commerciaux compatibles avec les règles de l'OMC en supprimant progressivement les entraves aux échanges» entre l'UE et les pays ACP, en se fondant sur «les initiatives d'intégration régionale des Etats ACP» et en encourageant «le développement durable et en contribuant à l'éradication de la pauvreté dans les pays ACP».

Les APE dans leur forme actuelle, constituent essentiellement des accords de libre-échange.

L'UE insiste sans cesse pour que les APE soient fondés sur une interprétation stricte des règles de l'OMC visant la suppression de toutes les entraves pour plus de 90% des échanges commerciaux entre l'UE et l'ACP, et ce dans des délais de transition les plus brefs possibles. La conséquence première est la circulation pacifique des biens et des personnes qui passe par une intégration réussie.

Les efforts d'intégration régionale sont au cœur des stratégies de développement des pays ACP. Les APE vont mettre en danger le fragile processus d'intégration régionale et exposeront les producteurs des pays ACP à la concurrence déloyale de l'Europe sur les marchés internes et régionaux. Ils auront pour résultats l'augmentation du chômage, la perte de moyens d'existence, l'insécurité alimentaire et l'inégalité sociale. Les gouvernements ACP vont subir des pertes substantielles de revenus du fait de la suppression des droits de douane et continueront à souffrir des problèmes de fuites de capitaux associés à la libéralisation. La Commission européenne a beau soutenir que les APE sont des « instruments de développement », toutes les évaluations faites jusqu'à présent indiquent que le fardeau de l'ajustement aux APE sera exclusivement supporté par les pays ACP, y compris les PMA.

Historique de la coalition

La Coalition des jeunes africains contre les accords de partenariat économique (APE) est le fruit de l'Atelier régional des jeunes contre les APE du 5 au 7 avril 2007 co-organisé par la **Plateforme des Etudiants Africains pour un Commerce Equitable** (PEACE) et l'**African Youth Coalition Against Hunger** (AYCAH) en partenariat avec **Oxfam International**.

Cette coalition a pour objectif de suivre les activités de différentes associations des jeunes contre les APE afin de les capitaliser pour la campagne « stop EPAs' ».

Pour atteindre cet objectif, la coalition a identifié plusieurs activités dont la Caravane sous-régionale des jeunes contre les Accords de Partenariat Economique (APE) vers le Sommet de l'Union Africaine

Objectif général

L'objectif général de cette caravane, au-delà du **big noise contre les APE**, est de permettre aux différentes couches de la société rencontrées sur l'itinéraire de comprendre les enjeux et perspectives des APE, mais aussi d'attirer l'attention de nos dirigeants réunis à Accra (Ghana) sur **les propositions des jeunes** comme alternatives aux Accords de Partenariat Economiques sous leur forme actuelle.

Objectifs spécifiques

- Sensibiliser les acteurs de terrain sur les enjeux et perspectives des APE,
- Sensibilisation et mobilisation de la jeunesse africaine réunie au Ghana contre les APE
- Elaborer un mémorandum des jeunes sur les APE sous la forme actuelle
- Pétition contre la signature des APE, banniers contre les APE

Question I A et I B :

Les objectifs de départ n'ont pas changés, les activités menées pour atteindre les objectifs ont été classées en 03 groupes.

1. *Les activités Anté Accra*
2. *Les activités à Accra*
3. *Les activités Post Accra*

Les activités Anté Accra

Des émissions radio ont été faites dans certains pays.

Sénégal :

Radio Manoré FM - Samedi 23 Juin 2007

Emission Connexion Jeunes : 15 h - 17 heures

Thème : *Enjeux et perspectives des APE, Pourquoi les jeunes s' y intéressent ?, Pourquoi les jeunes de différents pays de la sous - région se retrouvent à Accra avec le soutien d'Oxfam International (*

Oxfam America) pour une mobilisation populaire, par Mamdou BARRY, Jean-Blaise A. MOSSUS, Aida CAMARA et Modou CISSE.

Burkina Faso :

1. Radio nationale à Bobo dioulasso - Jeudi 21 juin 2007

Emission des jeunes : 15 heures - 17 heures

Thème : *Enjeux et perspectives des APE, Pourquoi les jeunes s' y intéressent ?, Pourquoi les jeunes de différents pays de la sous - région se retrouvent à Accra avec le soutien d'Oxfam International (Oxfam America) pour une mobilisation populaire, par Serge MPOUAM, TRAORE Yaya (PEACE BURKINA)*

Les accords de couverture de départ par Canal Info ont été obtenus, malheureusement, un problème d'horaire de départ n'a pas permis son effectivité.

2. Conférence : *Enjeux et perspectives des Accords de Partenariats Economiques avec François TRAORE, président de l'Association des producteurs de coton africains (Aproca)*

Lieu : Salle de conférence de la mairie de Bobo dioulasso

Organisateurs : PEACE Burkina avec la participation de l'Association des producteurs de coton africains.

Les activités Anté Accra

Plusieurs activités ont été faire à Accra, de la réflexion, à la mobilisation passant par le lobbying.

- *Participation à la conférence sur les APE (Accord de Partenariat Economique) présentée par Valérie TOURE, Lamine NDIAYE,*
- *Visite guidée de l'usine COCOA PROCESSING COMPANY LIMITED.*
- *Enquête sur le terrain auprès des paysans sur l'impact des produits importé face l'écoulement de leurs produits sur le marché local*
- *Forum sur les APE et les droits sociaux de l'homme ;*
- *Forum sur les APE sur l'éducation et la santé ;*
- *Forum sur les APE sur la femme et les industries ;*
- *Forum sur l'impact des APE sur l'agriculture et l'insécurité alimentaire.*
- *Forum des jeunes*
- *Réunion de la coalition des jeunes africains contre les APE sur les stratégie a prendre pour l'annulation de la signature des APE et montage de comité des jeune pour la suivi et la continuité des activités ciblées dont :*

- 1 conférence de presse
- 2 settings (picketing)
- Distribution du mémorandum des jeunes contre les APE aux Chefs D'Etats, aux observateurs, aux diplomates, la presse nationale et internationale ...etc.
- Emission radio et vidéo (west africa democracy radio, RFI (Appel sur l'Actualité de Juan Gomez du lundi 02 juillet 2007 - http://www.rfi.fr/radiofr/emissions/072/archives_7.asp)
- Pose des banderoles et distribution du matériel de campagne



Atelier de concertation de la jeunesse à Accra

Les activités Post Accra

- Emission radio (RFI Appel sur l'Actualité de Juan Gomez du Vendredi 04 juillet 2007 - http://www.rfi.fr/radiofr/emissions/072/archives_7.asp)
- Conférence de Presse à Just for U
- Séance de restitution du séjour à Accra

Résultats attendus

Au sortir de la caravane :

- Réveil des acteurs de terrain sur les enjeux et perspectives de APE
- Big Noise contre les APE
- Sensibilisation sur les priorités d'intégration africaine et sécurité alimentaire pour l'Afrique
- Remettre un mémorandum des jeunes sur les APE sous la forme actuelle

Question II A, II B et II C :

Les résultats ont été atteints et même mieux, la crainte de départ d'être noyer dans une pléthore d'activités et d'organismes qui réduiraient notre action nous a été plutôt bénéfique.

Succès / Défis

Question III A

La réussite du projet réside dans la qualité des jeunes mais également des conseils de Dominique Jenkins et d'Oumou Diallo.

La visite de la chocolaterie et le jeu « questions – réponses » aux paysans étaient des axes importants de la caravane. Elle a permis de rendre plus concert auprès des jeunes les effets néfastes des APE. Mais également elles ont permis de nouer des alliances stratégiques pour la campagne « Stop APE ».

La qualité des émissions radio et des interviews montrent bien la qualité de l'expertise des jeunes dans ce domaine mais également la place tout aussi importante qu'ils ont dans ce combat collaboratif contre les APE sous leur forme actuelle.

La conception du mémorandum, la participation aux forums et la concertation des jeunes dans l'élaboration des stratégies communes de campagnes ont renforcés les jeunes dans leurs idéaux de lutte contre les APE.

La remise du mémorandum directement à certains chefs d'état à été le point fort de la caravane. (Avec l'aide d'Oumou Diallo).

Mémorandum des Jeunes Africains (es) contre la signature des Accords de Partenariat Economiques sous leur forme actuelle.

Le continent Africain entretient, depuis plusieurs années des relations commerciales avec le reste du Monde en général et l'Europe en particulier. Ces relations se traduisent le plus souvent par des Accords commerciaux qui profitent généralement aux pays industrialisés, soucieux de préserver et de rentabiliser leurs économies, au détriment des pays en développement.

Les Accords de Cotonou, conclu en juin 2000, entre les pays ACP et la communauté Européenne, a mis fin au régime de préférences commerciales non réciproques. En Décembre 2007, d'autres Accords régionaux de libres échanges dénommés les « APE » Accords de

partenariat économique seront signés encore entre les pays ACP et la communauté Européenne.

Conscient du fait que la signature de ces accords économiques (APE), pourrait entraîner, des pertes énormes de recettes fiscales, accélérer la mort des filières, à savoir: les filières riz, oignon, arachide, tomate, etc., filières dont les produits ne peuvent pas faire face à la concurrence déloyale et inéquitable des produits Européens. Il s'y ajoute que des millions de jeunes et de femmes, qui travaillaient dans ces secteurs, vont se retrouver sans emplois, et devront faire face à une situation de précarité et de pauvreté extrême.

Ces recettes fiscales, qui servaient à construire, des infrastructures scolaires, sanitaires, routières, seront rares voir presque inexistantes, à cause de l'ouverture de nos marchés, destinés aux produits Européens fortement subventionnés. Cette situation constitue sans doute une violation des droits fondamentaux des citoyens dont les plus vulnérables, sont constitués de femmes, de jeunes, d'enfants, de personnes âgées et handicapés.

Pendant ce temps, les jeunes du continent plus que désespérés de voir leur avenir hypothéqué avec ces Accords, vont continuer de plus belle à prendre les pirogues pour envahir l'Europe, au prix de nombreux sacrifices.

En effet la pauvreté, la famine l'émigration clandestine, l'insécurité Alimentaire, le sida, qui sont des conséquences directes, des mauvaises politiques de développement imposées par les institutions financières internationales et les pays industrialisés du Nord. De manière générale, Cette situation touchent plus de la moitié des jeunes garçon et filles africains (es) âgés de 15 à 35 ans, issus du monde urbain, péri urbain et rural, et tentent vainement de mettre en place des stratégies pour sortir de cette pauvreté.

Par ailleurs, il est clair que l'Afrique est un continent suffisamment riche de par ses ressources humaines (800 Millions d'habitants) et son sous sol. Sa superficie est de 30,3 millions de Km², c'est-à-dire à la fois les superficies des USA (9,4 millions Km²), de la Chine (9,6 millions de Km²), de l'Union Européenne (3,2 millions km²), de l'Argentine (2,8 millions de Km²), de l'Inde (3,3 millions de Km²), du Mexique (2 millions de Km²). Malgré ces potentialités, l'Afrique est toujours dernière de l'école. Pourtant si elles sont exploitées rationnellement pourraient favoriser un développement harmonieux.

IL faut ajouter que les engagements des pays industrialisés pris lors du sommet du G8 à Ecoche en 2005, qui avaient décidé d'augmenter l'Aide publique au développement (APD) de 0,7%, pour lutter contre le

Sida, la pauvreté en Afrique, sont toujours à l'état de promesses, alors que l'Afrique Unie pourrait avoir comme valeur ajoutée : Doublement de sa part au niveau du commerce mondial, le commerce intra africain va favoriser des recettes additionnelles, et nous aider à nous départir de l'aide publique, venant des pays industrialisés, avec des conditions drastiques, qui maintiennent l'Afrique dans la dépendance.

Ainsi au regard de tous cela, les populations africaines, en première ligne nos dirigeants devraient avoir à l'esprit qu'aucun développement n'est possible en dépendant économiquement, politiquement, et socialement de l'extérieur. Pour ce faire, la coalition des jeunes africains contre les APE avec ses partenaires du Nord et du Sud joignent leurs cris aux millions d'autres voix qui se sont manifestées à travers le monde pour:

- Dire non à tout Accords (APE, OMC) qui porte atteinte à nos intérêts ainsi que ceux des masses populaires et paysannes, oui à un commerce équitable.
- Refuser de tendre la main et de constituer l'Etat fédéral comme le souhaitent certains pays qui sont décidés à mettre en place le gouvernement de l'Union à l'image de l'Union Européenne, les USA, l'Inde, lors du sommet des Chefs d'Etats prévu du 01 au 03 juillet 2007 à Accra, ainsi que les organisations de jeunesse africains, qui considèrent que l'intégration Africaine, la souveraineté alimentaire, la justice sociale doivent être des préalables, avant toute négociation.
- Exiger à ce que le droit à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire soit reconnu comme un droit inaliénable et défendu partout.
- Encourager le partenariat commercial intra et inter africains, pour une indépendance totale et une justice sociale équitable.
- Demander aux dirigeants africains à répondre aux cris de désespoir manifestés par des milliers de jeunes qui préfèrent prendre des pirogues en bravant l'Océan pour aller en Europe au prix de leur vie, que de rester dans une Afrique, qui ne peut plus leur garantir une bonne éducation, une bonne santé, des emplois durables, une Afrique qui est menacée par la hausse des prix du pétrole au niveau du marché mondial.
- Renforcer la qualité de nos produits pour qu'ils soient compétitifs.

- Mettre en place une politique Agricole cohérente qui prend en compte les besoins de tous les acteurs qui interviennent dans ce secteur.
- Mettre en place un large cadre de concertation entre les autorités publiques, les organisations de producteurs, les ONG, les partenaires au développement, la société civile, le secteur privé pour mieux défendre les intérêts des populations à la base.
- Engager une réforme institutionnelle de l'OMC pour qu'elle soit plus équitable et juste pour les pays africains.

Difficultés

Question III B

Les difficultés liées à chaque projet sont inévitables, spécifiques et particulière pour jeunesse. Malgré le professionnalisme acquis avec expérience donc jouit certains membres des organisations de jeunes partenaires dans la réalisation de ce projet, le manque de siège social, de matériels (ordinateurs) et accessoires (connexion Internet, téléphone..) pour PEACE / Action solidaire ont ralenti considérable le suivi efficace des activités.

Le bureau de Dominique Jenkins et Oumou Diallo était devenu plus que le siège du projet et malgré leur engagement sans faille, la coordination des actions avec téléphone et ordinateurs n'étaient pas évidentes.

Le problème de ressources humaines pas toujours disponible à temps malgré l'engagement dont ils font preuve a été un souci à gérer pour la réalisation du projet.

Comme toute coalition international, elle a souffert du multilinguisme et des faibles capacités de préfinancement et d'autofinancement de ses membres.

Heureusement, la présence de Dominique Jenkins, d'Oumou Diallo et la confiance sans faille de Monsieur de Directeur d'Oxfam America en la jeunesse nous ont permis de réaliser à bien nos projets.

Stratégies à l'avenir

Recherche de financement pour un siège social et acquisition du matériel. Cela permettra d'être de répondre plus efficacement aux

sollicitations des partenaires en terme de professionnalisme, de temps et d'efficience dans les actions.

Gérer au mieux la disponibilité des ressources humaines

Diversifier les partenaires pour une meilleure couverture financière des projets

Augmenter la capacité d'autofinancement et de préfinancement des associations.

Impact

Les enseignements de ce projet sont énormes et capitalisable dans l'avenir.

- *L'expertise de la jeunes : Les différentes formations, rencontres, compte rendu, auto-formations, ateliers et séminaires ont forgé chez les jeunes membres d'association de ce projet de caravane une très bonne connaissance des sujets de campagnes. Ils découlent de cela, la qualité de leurs interventions dans le forum, les ateliers et devant les médias.*
- *La mise à contribution de la presse internationale donne un écho plus grand à l'action de la jeunesse. Exemple : pour l'émission Appel sur l'Actualité de RFI, la coordination de la caravane à fait appeler plusieurs membres de la coalition sur le même sujet et dans différents pays. Cela avait augmenté la probabilité que le sujet d'appel soit sélectionné pour l'émission. Ce qui a été fait par le journaliste.*

Cette caravane a permis de consolider la coalition par le réseautage des associations et la formation.

Cette caravane a permis de consolider PEACE au niveau du Burkina Faso avec son encrage au niveau national. Elle a aussi permis la création d'une représentation de PEACE au niveau du burkina. De plus cette caravane très formatrice à permis d'encre d'avantage les leaders et représentants d'association sur la thématique des APE et du rôle essentiel d'u travail en réseau pour une meilleure efficacité.

Question V

*Au delà de soutien financier, l'apport d'**Oxfam america** sur plusieurs autres plans a été d'une importance capitale pour la réussite de cette caravane. Ce sont entre autres :*

- L'utilisation des locaux d'**Oxfam America** pour les réunions de la coalition
- La communication (téléphone et emails)
- Et surtout les ressources humaines : Dominique Jenkins et Oumou Diallo. Leurs apports et surtout la qualité d'expertise qu'elles ont cumulées dans ce type de manifestation a été considérable pour la réussite de cette caravane.

Conclusion générale

Cette caravane a permis aux jeunes d'amorcer une autre phase dans la campagne, celle du lobbying et du plaidoyer auprès de des acteurs majeurs des négociations des APE pour l'Afrique. Les contacts de terrain ont permis de créer des alliances stratégiques mais aussi de mieux appréhender les effets néfastes. Les Forums et conférences sont permis de mieux s'informer (APE et services, stratégies communes), d'échanger les expériences et surtout de préparer des actions communes non seulement au niveau de la jeunesse, mais également pour tous les acteurs. La remise du mémorandum aux chefs d'Etat et autres grandes personnalités a été le début d'une action de lobbying auprès des décideurs.

Puisse cette culture d'action efficiente avec l'appui humain, matériel et financier des partenaires se perpétuée dans les mois avenir pour une lutte acharnée contre les APE sous la forma actuelle.



Annexes

Rapport du Forum du 28 Juin 2007

La coalition des jeunes Africains contre les APE dans le cadre de l'exécution de ses activités a participé le 28 Juin 2007 au sein de l'Institut International du Journalisme d'Accra au forum de réflexion et de concertation sur les Enjeux des APE

Ce forum qui a connu la participation de plusieurs centaines de personnes venues de différents pays de l'Afrique a débuté aux environs de 15H 15 mn

Les panélistes dirigés par **Jane Nalunga** après avoir situer le contexte du forum ont donné la problématique : l'Afrique est elle prête a signé les accords de partenariats économiques avec l'UE.

De part la description de la situation actuelle de l'Afrique il ressort :

Un retard très avancé des pays africains pour ce qui est de la technologie qui est un maillon essentiel pour tout développement au 21 siècle

L'analphabétisme

L'économie est fragile et basée sur les barrières tarifaires

Manque d'infrastructures dans tous les domaines

Informations sur le marché mondial est non symétrique

L'intégration africaine est encore à la croisée des chemins ...

A travers tous ses points autour de la problématique Madame Jane a interpellé toute la jeunesse africaine à plus d'actions ; de solidarité afin que ces accords ne soient pas signés d'ici la date butoir qu'est le 31 décembre 2007

Avant de donner la parole aux participants elle a pris un exemple du libéralisme économique qui jusque la n'est pas encore officiel. la société de fabrication de tomate au Ghana a fermé par manque de marché après que celui ci soit envahi par les tomates européens et venant d'autres horizons.

La réaction de l'auditoire a été beaucoup plus un complément de l'exposée fait par les panélistes.

Ainsi le représentant de la ROPPA (ONG) a d'entrer de jeu, fléché le système actuel d'intégration africaine

Pour lui, l'Afrique qui se trouve divisée, pillée, bafouée, menacée est loin d'être prête pour la signature des APE avec l'UE.

Quant a madame Léontine (Bénin), elle s'est posée la question à savoir si les chefs d'états accordaient une importance à de telles activités préoccupations.

Sinon que les participants prennent des mesures pragmatiques afin que l'impact de la participation de la société civile à ce sommet contre les APE sous sa forme actuelle soit plus grand.

Avant de lever la séance du Forum à 18H30, les panélistes ont tenté de donner des réponses aux questions et interpellé les participants combien leur engagement est capital pour l'atteinte des objectifs du présent combat.

Répondant Yaya TRAORE (PEACE Burkina Faso)

Questionnaire du rapport

Question I A

Les objectifs ont-ils changés pendant la période de subvention ? Si oui, pourquoi ? – Comment les définissez-vous à présent ?

Question I B

Quelles activités spécifiques avez-vous mené pour atteindre les objectifs ci-dessus ?

Question II A

Les résultats visés par le projet ont-ils été totalement atteints ? Précisez pourquoi

Question II B

Y a-t-il eu des résultats non anticipés

Question II C

Quels sont vos plans pour atteindre les résultats qui n'ont pas encore été atteints.

Question III A

Y a-t-il des aspects du projet qui ont plus réussi ou qui ont présenté plus d'opportunités que prévu ?

Question III B

Si vous avez rencontré des difficultés dans la mise en œuvre du projet, veuillez indiquer les stratégies que vous avez adopté pour en venir à bout.

Question IV A

Quels enseignements avec-vous jusqu'ici tiré de ce projet en terme de besoins communautaires, ressources et efficacité de votre stratégie ?

Question IV B

Quel impacts (S'il y en a) pensez-vous que le projet a eu sur votre Organisation et ur les communautés avec lesquelles vous travaillez ?

Question V A

En dehors du soutien financier, Oxfam America vous a-t-elle apporté d'autres formes de soutien ? Expliquer en donnant des exemples si possibles.

Critères de sélection des participants à la caravane

Les personnes cibles (11) qui participeront à la caravane proviennent de différentes organisations de jeunes engagés sur les questions liées au commerce, et de nationalités suivantes du Burkina Faso, de la Gambie, du Ghana, du Nigeria, du Gabon, du Mali, de la Côte d'Ivoire, de la Sierra Léone, du Cameroun et du Sénégal.

Afin de prendre part à cet atelier, il est demandé aux organisations sollicitées de respecter les critères suivants :

- Le respect de la parité genre
- La transparence et le consensus dans le choix des participants
- L'expérience dans la mobilisation sociale

Chaque organisation s'engage à présélectionner des jeunes capables d'être soumis à des conditions d'endurance de voyage prolongé. Les participants formeront une osmose pour montrer les entraves au développement de l'Afrique (Sécurité alimentaire, Intégration africaine,...) et conséquence d'un partenariat assurément inéquitable entre l'UE et les pays ACP - Caraïbes

Suivi

Les participants sélectionnés s'engagent à :

- A contribuer à la mass mobilisation lors de la caravane
- Mettre en œuvre les activités retenues pour la caravane
- De s'engager à ne pas abandonner la caravane sauf condition exceptionnelle

DÉCLARATION D'ACCRA (Sommet de l'Union Africaine)

Nous, chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine, réunis du 1^{er} au 3 juillet 2007 à Accra (Ghana), à l'occasion de la neuvième session ordinaire de notre Conférence,

Rappelant notre Décision Assembly/AU/Dec.156 (VIII) adoptée en janvier 2007 à Addis-Abeba (Ethiopie) sur la nécessité d'organiser « *un grand débat sur le Gouvernement de l'Union* » en vue de déterminer une vision claire de l'avenir de l'Union africaine et de l'Unité africaine ;

Convaincus que l'objectif ultime de l'Union africaine est la réalisation des États-Unis d'Afrique avec un Gouvernement de l'Union tel qu'envisagé par les pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité africaine et en particulier par le dirigeant visionnaire, le Dr. Kwame Nkrumah du Ghana ;

Convaincus également de la nécessité d'apporter des réponses communes aux principaux défis de la mondialisation auxquels l'Afrique fait face et soucieux de renforcer les processus d'intégration régionale à travers un mécanisme continental efficace ;

Reconnaissant que l'ouverture des marchés intérieurs étroits à des échanges commerciaux et des opportunités d'investissement plus grands à travers la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, contribuerait à l'accélération de la croissance, réduisant ainsi la faiblesse excessive dont souffrent beaucoup de nos Etats membres ;

Reconnaissant en outre que le Gouvernement de l'Union doit se fonder sur des valeurs communes à identifier et à convenir, en tant que repères ;

Conscients de la nécessité d'associer les populations et la diaspora africaines au processus d'intégration économique et politique de notre continent afin que l'Union africaine soit une Union des peuples et non une simple « Union des Etats et des gouvernements » ;

DECLARONS CE QUI SUIT :

1. NOUS SOMMES CONVENUS d'accélérer l'intégration économique et politique du continent africain, à travers, notamment la formation d'un Gouvernement d'Union pour l'Afrique, l'objectif ultime de l'Union africaine étant la création des Etats-Unis d'Afrique.
2. NOUS SOMMES EGALEMENT CONVENUS des mesures suivantes pour parvenir au Gouvernement de l'Union :
 - a) rationaliser et renforcer les Communautés économiques régionales, conformément à notre précédente décision afin de créer un marché commun africain à travers les phases prévues par le Traité instituant la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja) avec un calendrier revu et plus court qui fera l'objet d'un accord en vue d'accélérer l'intégration économique et, si possible, politique ;

- b) procéder immédiatement à un audit du Conseil exécutif, conformément aux dispositions de l'Article 10 de l'Acte constitutif, et de la Commission, ainsi que des autres organes de l'Union africaine sur la base des termes de référence adoptés par la dixième session extraordinaire du Conseil exécutif tenue le 10 mai 2007 à Zimbali en Afrique du Sud ;
- c) mettre en place un Comité ministériel pour examiner les points suivants :
 - i.) détermination du contenu du concept du Gouvernement de l'Union et ses relations avec les Gouvernements nationaux ;
 - ii.) identification des domaines de compétence du Gouvernement de l'Union et de l'impact de sa création sur la souveraineté des Etats membres ;
 - iii.) définition des relations entre le Gouvernement de l'Union et les Communautés économiques régionales (CER) ;
 - iv.) élaboration de la feuille de route et du calendrier pour la création du Gouvernement de l'Union ; et
 - v.) identification d'autres sources de financement des activités de l'Union.
- 3. Les conclusions de l'audit et des travaux du Comité ministériel seront soumises au Conseil exécutif qui formulera les recommandations appropriées à la prochaine session ordinaire de notre Conférence ;
- 4. Nous reconnaissons l'importance d'associer les peuples africains, y compris les Africains de la diaspora, aux processus conduisant à la formation du Gouvernement de l'Union.

Fait à Accra, le 3 juillet 2007

La caravane sous-régionale des jeunes contre les accords de partenariat économique (APE) vers le Sommet de l'Union Africaine à été financé par **OXFAM AMERICA** et piloté par PEACE (Plateforme des Etudiants Africains pour un Commerce Equitable)